

un autre projet est possible

collectif-cptg.org



L'Écho du Triangle du lundi 6 septembre 2021

Marches des terres

des samedi 9 et dimanche 10 octobre 2021

SOMMAIRE

- Marches des terres des samedi 9 et dimanche 10 octobre 2021
 - Projet Agoralim de la SEMMARIS
 - ZADimanche du 26 septembre 2021
 - Ailleurs ils luttent aussi : site de Grignon à Thiverval-Grignon (Yvelines), Jardins des Vertus à Aubervilliers, Zaclay (Essonne)
 - Revue de presse
-

Marches des terres

des samedi 9 et dimanche 10 octobre 2021

Malgré les déclarations vertueuses des maires jusqu'au sommet de l'État sur le « zéro artificialisation », le bétonnage des terres agricoles continue pour des projets inutiles. C'est pourquoi des collectifs des quatre départements péri-urbains agricoles de l'Île-de-France se sont regroupés pour l'organisation des Marches des terres. Elles partiront de Val Bréon en Seine-et-Marne (projet de zone d'entrepôts logistiques), Saclay dans l'Essonne (pseudo-cluster de la recherche et ligne 18 du Grand Paris Express), Thoiry dans les Yvelines (stockage de déchets inertes sur un espace agricole) et Gonesse dans le Val d'Oise (gare en plein champ). Ces quatre projets menacent tous des terres agricoles.

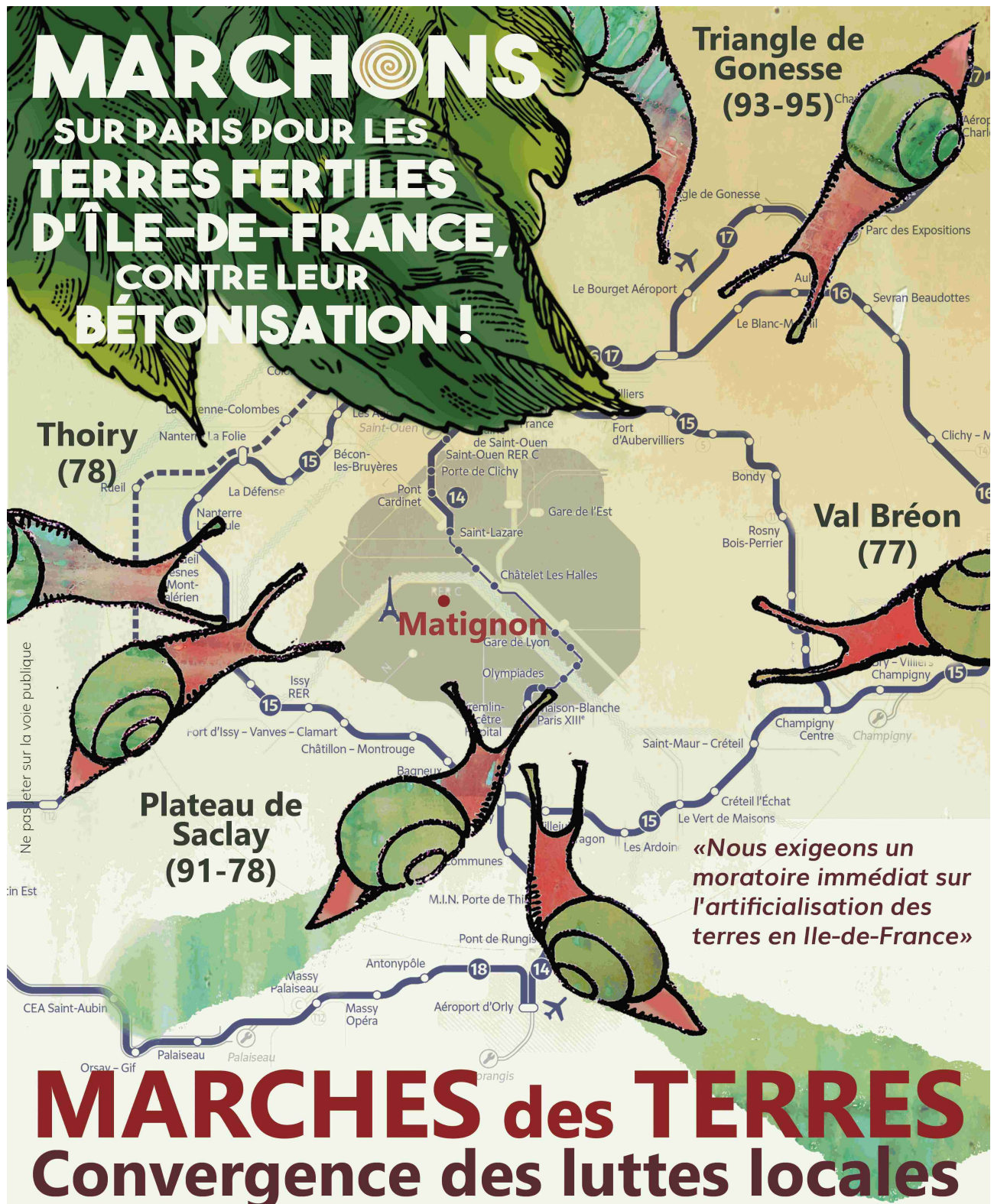
Les quatre Marches convergeront vers midi place de l'Hôtel de Ville de Paris, pour le pique-nique du dimanche 10 octobre, puis se rendront en manifestation à Matignon.

Les terres agricoles sont un enjeu d'autonomie alimentaire de l'Île-de-France. C'est pourquoi des associations et collectifs de tous les départements participent à l'organisation ou soutiennent cette initiative.

Plus d'informations [sur notre site](#) et, notamment pour les autres marches et soutiens, le site des Marches www.les-marches-des-terres.com (à suivre, car en évolution)

MARCHONS

SUR PARIS POUR LES
TERRES FERTILES
D'ÎLE-DE-FRANCE,
CONTRE LEUR
BÉTONISATION!



MARCHES des **TERRES**
Convergence des luttes locales

9-10 OCTOBRE 2021

www.les-marches-des-terres.com



Sauvons du béton les terres fertiles de Gonesse

Depuis l'abandon du mégaprojet EuropaCity en novembre 2019, le gouvernement a décidé le maintien d'une station de métro au milieu des champs et de la construction de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express, pourtant considérée par de nombreux experts comme inutile et coûteuse. Lors d'un déplacement à Gonesse en mai, le Premier ministre Jean Castex annonçait la construction de bureaux administratifs et d'une Cité scolaire, avec internat ... alors que la zone, exposée au bruit continu des avions, est interdite au logement.

Il est encore temps de stopper ce gâchis. L'État et la Région contrôlent 110 hectares de terres sur le Triangle de Gonesse, qui peuvent amorcer dès maintenant un projet d'alimentation de proximité et créer des emplois locaux. L'urgence climatique et sociale est là !

NON AU BÉTON,
OUI AU PROJET CARMA,
NON À LA GARE INUTILE EN PLEIN CHAMP,
OUI À L'AMÉLIORATION DES TRANSPORTS DU QUOTIDIEN POUR LES HABITANT·ES !

Déroulé de la Marche de Gonesse à Matignon : voir le site Internet du CPTG

<https://ouiauxterresdegonesse.fr/agir/marches-des-terres-des-samedi-9-et-dimanche-10-octobre-2021> et le site des marches : <http://www.les-marches-des-terres.com>

Départ de Gonesse le samedi 9 octobre 2021 à 9h, du giratoire de la Patte d'Oie.

Rejoignez la Marche, même en cours de route :

- le samedi 9 à 13h à l'Aire de Vents à Dugny, à 16h au Jardins des Vertus- Métro : Fort d'Aubervilliers, à 18h à Pantin (soirée-débat) ;
- le dimanche 10 à 9h à Pantin, à 12h à Paris - Hôtel de ville, et à 16h à l'Hôtel Matignon.

Projet Agoralim de la SEMMARIS

Le 7 mai dernier Jean Castex est venu à Gonesse « pour confirmer que la ligne 17 du Grand Paris Express sera bien menée à son terme »

Il a annoncé aussi que « l'urbanisation croissante et la hausse de la congestion en région Île-de-France dans les prochaines années nécessitent une nouvelle implantation du marché d'intérêts national de Rungis, au nord de l'Île-de-France, pour approvisionner la région dans de bonnes conditions ».

Le projet Agoralim a été présenté ainsi :

La société d'économie mixte SEMMARIS, gestionnaire du MIN de Rungis a accepté de relever le défi lancé par le Premier ministre, avec le projet Agoralim. C'est « une plateforme de distribution alimentaire, mais aussi un projet de développement des circuits courts et de productions locales ».

La partie logistique serait dans l'est du Val d'Oise à proximité du Triangle de Gonesse et prioritairement sur une zone déjà artificialisée et les 170 ha de la partie sud de la ZAC où devait s'installer EuropaCity « pourraient accueillir en lien avec le projet Agoralim, un pôle d'attractivité autour de l'alimentation, des circuits courts et de la production agricole de proximité ». La partie nord de la ZAC de 110 ha - resterait urbanisable, mais actuellement toujours sans projet utile et réalisable pouvant justifier l'intérêt de la gare prévue pour EuropaCity.

Un appel à idées a été lancé par la SEMMARIS jusqu'au 30 septembre 2021. Le CPTG a rencontré fin juillet le président de la SEMMARIS Stéphane Layani. Chacun séparément, le CPTG et CARMA, préparent leurs réponses à cet appel à idées. Ensuite la SEMMARIS rendra son rapport à Jean Castex fin 2021. À suivre...

ZADimanche du 26 septembre 2021, à 11h

Rendez-vous au giratoire de la Patte d'Oie.

Venez participer à la préparation de la Marche qui partira le 9 octobre du Triangle de Gonesse ! Promenade le long de la voie rapide (avenue du Parisis), pique-nique en chemin, préparation de la Marche, information-débat sur la lutte.

Ailleurs ils luttent aussi

Vente du Domaine de Grignon :

l'État choisit le promoteur immobilier Altarea - Cogedim.

Manifestation le 11 septembre à 14h à Grignon

Le site de Grignon est un domaine de l'État situé sur la commune de Thiverval-Grignon (Yvelines), à environ 15 km à l'ouest de Versailles. Il comprend un campus de 750 personnes dédié depuis 200 ans à l'enseignement supérieur et à la recherche, de 40 000 m² bâtis, de 300 ha de forêt et de terres agricoles. Il est actuellement occupé par l'école d'ingénieurs AgroParisTech sous tutelle du ministère de l'Agriculture et le site accueille aussi des organismes de recherche (INRAE, Terres Inovia ex Cetiom).

Le Collectif pour le Futur du Site de Grignon ([CFSG](#)) expliquait [le 8 août 2021](#) que, « par le biais de la mascarade d'un appel à projet engagé en mars 2020, uniquement tourné vers la promotion immobilière, et d'un jury partisan sans expertise autre que financière, l'État vient, le 30 juillet, d'annoncer la vente de Grignon à un grand groupe immobilier à haute rentabilité financière, Altarea - Cogedim.

Cette attribution n'a pas d'autre finalité que de réaliser une opération mercantile rentable avec un dépeçage en lots privés pour du logement. C'est d'autant plus scandaleux que cette attribution est faite en opposition totale avec la commune de Thiverval-Grignon et la Communauté de Communes Cœur d'Yvelines (CCCY) qui soutiennent et participent au projet Grignon 2026. C'est un véritable camouflet d'un État arrogant qui cultive le mépris absolu de la démocratie locale. »

Pour un centre international dédié à l'Agriculture, à l'Alimentation et à l'Environnement à Grignon, sans promotion immobilière

Le CFSG appelle à manifester le samedi 11 septembre à 14 h devant l'entrée du site (avenue Lucien Brétignières à 78850 Thiverval-Grignon) contre la privatisation et le démembrement du Domaine de Grignon, par le promoteur immobilier Altarea-Cogedim. Pour le CFSG, « l'État doit revenir sur sa décision et abandonner toute privatisation du bien public que représente Grignon et organiser une concertation de tous les acteurs intéressés à l'avenir de Grignon comme bien commun : collectivités territoriales, habitants, parlementaires, syndicats, associations locales, ONG, étudiants et anciens élèves, personnels AgroParisTech-INRAE, acteurs économiques, amis de Grignon... »

La courageuse défense des Jardins des Vertus, à Aubervilliers (93).

Manifestation le 18 septembre à Aubervilliers à 10h30

Peu après la cérémonie de clôture des calamiteux jeux olympiques de Tokyo 2021, l'Agence France Presse publiait le 14.08.2021 une dépêche intitulée « [JO. Le "rouleau compresseur" Paris 2024 inquiète plusieurs associations de Seine-Saint-Denis](#) » : « "Le rouleau compresseur" Paris 2024 est en route, se désolent des associations et habitants de Seine-Saint-Denis, dont les recours contre certains aménagements sont balayés alors que les partisans des JO vantent leur « héritage » pour le département le plus pauvre de France. ».

Après avoir évoqué le cas du Village des médias sur l'Aire des Vents du Parc Georges Valbon à Dugny, autorisé début juillet par la cour administrative d'appel (CAA) de Paris, et celui de l'échangeur autoroutier situé tout près d'un groupe scolaire de près de 700 élèves à Saint-Denis (« *Les Jeux olympiques se font coûte que coûte, au prix de la santé des enfants* », accuse Hamid Ouidir, parent d'élève à la FCPE 93 » qui a déposé un recours devant le Conseil d'État contre un arrêt de 2020 la CAA).

L'AFP cite une « [Autre bataille, celle des jardins ouvriers d'Aubervilliers](#) » dont une partie doit être détruite pour laisser place à une piscine d'entraînement. Grand Paris Aménagement, détenteur du terrain. « *Mais les « Jadistes » refusent de quitter cette « terre nourricière »*, explique la militante Dolores Mijatovic. *"On n'est pas contre le centre aquatique, on leur demande juste de changer les plans pour ne pas empiéter sur les jardins". "Usée" par une année de lutte, la bénévole n'est "pas optimiste".* »

Dépôt le 30 août d'un recours en justice contre le permis de construire de la piscine olympique

L'article « [Paris 2024 : les défenseurs des Jardins d'Aubervilliers déposent un recours contre la piscine olympique](#) » de Hajera Mohammad publié le 31.08.2021 par France Bleu Paris annonce que « Les défenseurs des Jardins ouvriers d'Aubervilliers, qui doivent en partie être rasés pour laisser place à une piscine d'entraînement olympique pour Paris 2024, ont déposé un recours ce lundi 30 août 2021, pour dénoncer le permis de construire. (...) »

Dans cette requête en référé, déposée à la cour administrative d'appel de Paris, les opposants demandent de suspendre le permis de construire délivré le 21 juillet dernier (...) Le projet prévoit de raser une partie des jardins ouvriers, centenaires, dans ce quartier très populaire. Le chantier pourrait amputer au total près de 4.000 mètres carrés de jardins. Les requérants (les deux associations : Environnement 93 et le MNLE-93 et trois jardiniers exploitants) estiment que le permis de construire a été délivré à l'issue d'une procédure illégale et que l'impact du projet sur *"la biodiversité"* ou *"les ressources naturelles du sol"* est sous-estimé. »

Expulsion des Jadistes le jeudi 2 septembre

Non seulement la « [Trêve pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de Tokyo 2020](#) » instaurée par une récente résolution des Nations Unies (*) n'a pas impressionné les talibans afghans qui ont quand même attaqué Kaboul avec le résultat que l'on sait, mais il n'a pas non plus dissuadé le ministère français de l'Intérieur d'envoyer le 2 septembre au petit matin la force armée expulser *manu militari* les paisibles occupant·es du Jardin des Vertus opposé·es à la destruction des jardins par la construction de l'inutile solarium d'une piscine olympique.

L'article « [JO 2024: les militants qui occupaient les jardins ouvriers d'Aubervilliers évacués par la police](#) » de Cindy Bonnaud publié en ligne le 02.09.2021 par Le Parisien apporte des précisions sur cette opération policière : évacuation d'une « vingtaine de personnes qui dormait sur place » par des « policiers [qui] étaient très nombreux (...) et armés » et sont arrivés dans « une dizaine de camions de CRS ».

L'article « ["C'est du gâchis" : les défenseurs des jardins d'Aubervilliers ont été expulsés](#) » d'Alexandre-Reza Kokabi publié le 02.09.2021 par Reporterre indique que « cinq activistes ont été arrêtés. Deux ont finalement été placés en garde à vue au commissariat d'Aubervilliers. » (...) « *Ils sont en train de tout détruire à la pelleuse... C'est d'une sauvagerie terrible* », déplore auprès de Reporterre Dolorès, 58 ans, occupante de ces terres baptisées « Jardins à défendre » (Jad). « *C'est du gâchis*, dit à Reporterre l'architecte Ivan Fouquet. *Ces jardins abritent des oiseaux, des hérissons, des coléoptères... C'est donc ça, les projets du gouvernement pour la biodiversité, la veille de l'ouverture du [Congrès mondial de la nature](#), à Marseille ?* »

(*) Cf. aussi le communiqué de presse « [Les athlètes de Tokyo 2020 invités à montrer leur engagement à construire un monde pacifique par le sport en signant la fresque de la Trêve olympique](#) » publié le 19 juillet 2021 par le Comité International Olympique (CIO)

Campement de Zaclay

Le 22 mai, en accord avec les propriétaires d'excellentes terres cultivées en bio pour un blé (épautre) permettant le fonctionnement d'une boulangerie, mais mises en péril immédiat par le projet de ligne 18 et de doublement d'une départementale qui n'en demande pas tant (ou alors, des voies pour des bus et vélo ...), s'est installé un campement sur un grand coin de luzerne.

Les occupantes et occupants du collectif « [non à la ligne 18, Sauvons les terres de Saclay](#) », les visiteuses et visiteurs (en grand nombre) ont pu échanger et faire évoluer leurs positions.

Le lien de l'émission d'Antoine Chao suffit pour savoir le pourquoi de Zaclay

<https://www.franceinter.fr/emissions/c-est-bientot-demain/paris-est-une-zad>

Revue de presse

Gilles Clément évoque le bétonnage à Gonesse et Saclay dans « Le Un »

L'hédo « Le Un » du 25.08.2021 était consacré à la question « Devons-nous cultiver notre jardin ? », avec en bonne place un grand entretien intitulé « Le jardin offre un territoire mental d'espérance » avec le paysagiste et écrivain Gilles Clément. A la question « Quelle serait une politique publique en faveur du jardin ? », Gilles Clément répond :

« La réponse est d'abord à trouver dans les programmes d'enseignement, pour améliorer la connaissance du vivant et de son fonctionnement. C'est parce qu'on favorisera cette connaissance populaire, et non la privatisation du vivant par les laboratoires, qu'on pourra encourager le mouvement vers les jardins. Ensuite, il restera au pouvoir politique à freiner la spéculation foncière pour éviter de bétonner des terres fertiles comme à Saclay ou à Gonesse, et donner une valeur à notre garde-manger. »

Le 19 août 2021, passage instructif par Gonesse du « Tour piéton du Grand Paris »

Le média « Enlarge Your Paris », créateur du « [Tour piéton du Grand Paris](#) », avait organisé le 19 août une randonnée pédestre du château d'Écouen à la zone d'activités Paris-Nord 2. La journaliste Emeline Cazi, qui y a participé, réserve une place de choix à l'étape gonesseuse dans son reportage « [Des randonnées pour revendiquer la place du piéton dans le Grand Paris](#) » publié en ligne le 28/08/2021 par Le Monde :

- au 5e paragraphe : "Rien n'est laissé au hasard dans le tracé de chaque étape. Voyez pour la première : 19 km entre le château d'Écouen, joyau de la Renaissance, et la zone d'activités Paris-Nord 2. Une forêt, deux aéroports, des grands ensembles, deux rivières, le Croult et le Petit-Rosne, que le XXe siècle a enfermées dans des gangues de béton. Et, enfin, les terres du fameux Triangle de Gonesse, dont l'urbanisation, toujours d'actualité [malgré l'épisode Europacity](#), est toujours controversée. Bref, un joli condensé des enjeux d'aménagement de la métropole francilienne."

- aux 9e et 10e paragraphes, après le titre "« *Toujours plus d'urbanisation* » : La montée jusqu'au Triangle de Gonesse se fait par la départementale. Sur le plateau, le panorama est saisissant. Si quelqu'un s'avisait d'y installer une table d'orientation, les Mercuriales de Bagnolet, les immeubles de l'avenue de Flandres, le Sacré-Coeur, et les tours de la Défense, en seraient les principaux sommets. On déplie une grande carte au sol. Des vigiles observent. Sont-ils présents depuis l'évacuation de la ZAD (zone à défendre), fin février ? En mai, le premier ministre a confirmé le tracé de la ligne 17 avec la gare controversée de Gonesse. Un « *militant écolo freelance* » redoute « *un appel d'air, et toujours plus d'urbanisation* ».

Khader Berrekla, architecte et directeur général adjoint aménagement à la mairie de Goussainville, explique la nécessité de désenclaver ce coin du Val-d'Oise. « Mais pour nourrir les gens, il faut de l'agriculture », répond cette dame, cartographe à la retraite. C'est la

mobilité qui était la genèse du projet », rappelle Samir Sellali. Certes, il travaille à la SGP. Mais il a aussi grandi ici, dans ces quartiers loin de tout – même si à deux pas du principal employeur de la région – où le taux de chômage des plus jeunes atteint 30 %."

En fait, c'est le pourcentage de la population au chômage qui atteint 30 %. Ce qui est avancé concernant les plus jeunes est trompeur, et Jacqueline Lorthiois explique pourquoi dans le billet « [Bêtisier du Grand Roissy n°4 - Chômage des jeunes : 1 sur 7 et non 1 sur 3](#) » publié le 12 avril 2021 sur son blog de Mediapart et dont voici des extraits :

« Sur le tableau ci-après, nous observons que les jeunes chômeurs sont au nombre de 11 494, sur une population totale [ndlr : des 15-24 ans] de 82 475. » , soit un taux de chômage de 13,9%.

« A l'évidence, le raccourci de langage « 35% de jeunes au chômage » a pour objectif de noircir le tableau, censé être deux fois plus grave que celui des adultes (alors que la différence en effectifs corrigés par rapport à la population totale est infime). Et surtout, on gomme sous une "moyenne" virtuelle, les énormes disparités territoriales dont souffrent les différentes populations locales. Un tel discours est destiné à *obtenir l'adhésion des jeunes* (en général) à *des projets soi-disant « créateurs d'emplois »* que l'on prétend leur dédier (n'importe où). Des affirmations fallacieuses : (...)

C'est exactement le même problème aujourd'hui pour les nouveaux grands projets qui sont évoqués dans la tribune citée plus haut [tribune « *Triangle de Gonesse : Valérie Péresse et 45 élus franciliens défendent la ligne 17 du Grand Paris Express* », *Le Journal du Dimanche*, 9 avril 2021], sans aucune preuve tangible. »

La SGP semble réduite à diffuser de fausses informations pour justifier sa destruction du Triangle de Gonesse désapprouvée par les randonneurs du « Tour piéton du Grand Paris ».

Les gares inutiles et nuisibles du Grand Paris Express, futurs boulets financiers des collectivités locales franciliennes ?

L'article « [Transports publics : la sortie du tunnel n'est pas encore en vue](#) » de Denis Fainsilber publié en ligne le 30.08.2020 par Les Échos explique que « Le trafic des opérateurs de transports publics remonte nettement depuis la fin du dernier confinement national, pour se situer en moyenne autour de 80 % du trafic d'avant-crise. Mais le solde des usagers risque de manquer longtemps à l'appel, ce qui aggrave mécaniquement le déficit structurel des transports en commun, largement compensé par les collectivités locales. ».

Le journaliste cite le cas de la RATP, inquiétant en termes financiers : « En témoigne le trafic de la RATP. Face à tous ces défis, et même si la reprise s'est fait sentir depuis le dernier déconfinement début juin, [la direction n'attend pas de retour à la normale avant deux ans environ](#) . (...)

Évaporation durable pour la RATP

Au premier semestre 2021, la RATP a enregistré une reprise de son trafic de 19 % sur un an, mais le volume de voyageurs restait néanmoins inférieur de 42 % au niveau de 2019, soit 744 millions de voyages disparus sur une période de six mois. Après un été catastrophique en termes de touristes étrangers, quelle sera la suite ? Si les grandes entreprises accordent environ 2 jours de télétravail hebdomadaire à leurs salariés, hypothèse retenue par la RATP, le résultat mécanique sera une chute de trafic quotidien de 5 à 7 % sur le réseau, prédit sa PDG, Catherine Guillouard . Comme la Régie a prévu des améliorations en termes d'offre en proche banlieue (extension des lignes 14, 11 et 4 du métro, nouveaux tramways, etc.), ces deux facteurs devraient se compenser, mais seulement sur un horizon de deux ans.

Deuxième déficit à combler

Malgré les investissements en cours dans le réseau francilien, pour le moment maintenus, le système des transports en commun est lourdement déficitaire, pour la seconde année consécutive. Au total, la région Île-de-France, qui mise sur 75 % du trafic normal à la rentrée contre 65 % au début de l'été, prévoit de perdre à nouveau 1,3 milliard d'euros cette année avec ses transports

publics. Dont 1 milliard de recettes tarifaires en moins et 300 millions de baisse du versement mobilité, cette contribution versée par les entreprises pour le financement du système.

Sans un nouveau ballon d'oxygène accordé par l'État - comme le premier à l'automne dernier sous forme de prêt à taux zéro sur 16 ans - trois solutions se présentent : réduire l'offre de transport régionale, décaler des investissements programmés, ou encore augmenter le prix du passe Navigo. Des hypothèses pour l'heure repoussée par la Région-capitale. »

On sait que l'exploitation des gares inutiles et destructrices de foncier agricole du Grand Paris Express sera déficitaire. Viendra-t-elle creuser encore plus le déficit abyssal des transports en commun hérité de la pandémie de Covid-19 et supporté par les Franciliens ?

Le foncier de Gonesse et de ses environs très prisé par les sociétés de messageries logistiques

On savait que la disparition des très fertiles terres agricoles de la Plaine de France était en bonne partie due à la construction d'entrepôts en raison du tracé de l'autoroute A1. L'article « [En Île-de-France, les messageries logistiques attisent les convoitises \(CBRE\)](#) » publié le 01.09.2021 par le média pro-BTP BusinessImmo ne rassure pas sur la pression que le secteur de la messagerie et du fret express peut exercer sur le foncier agricole :

- « Qui dit essor du e-commerce, dit livraisons, dit messageries logistiques, qui "connaissent un renouveau" », selon la dernière étude de [CBRE](#) à l'échelle de l'Île-de-France. Comparativement à la plupart des autres secteurs, en dépit d'une légère baisse de la demande placée à cause du manque de produits (...), le marché a plutôt bien résisté à la crise. Pour autant, il fait face à une difficulté majeure, mise en exergue par le conseil : l'absence de solutions pour répondre à la très forte demande des utilisateurs dans un marché saturé où le taux de vacance s'affiche à 1,9 % (offre immédiate : 35 200 m²). Un défaut « tant quantitatif que qualitatif puisque la totalité des surfaces disponibles proposées est en état d'usage et donc en décalage avec les besoins de la plupart des utilisateurs », résume CBRE, qui recense 144 200 m² de projets. »
- « "Nous constatons un déséquilibre entre l'offre et la demande, ce qui entraîne une pression forte sur les valeurs locatives. La localisation constitue le premier critère de hiérarchie des loyers allant de 85 à 170 € [ndlr : par m² par an] pour des bâtiments neufs ou restructurés, ou bien moins qualitatifs, mais plus proches de Paris, et à plus de 170 € pour les produits les plus techniques de type frigorifique par exemple", déclare [Pierre-Louis Dumont](#), directeur exécutif industriel et logistique. »

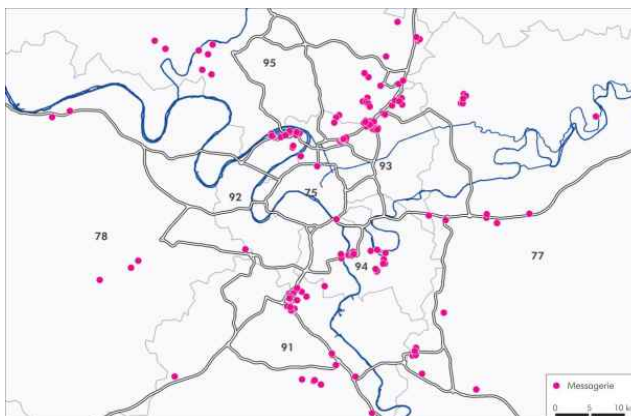
[L'étude « Messageries Île-de-France, 2T 2021. Les messageries face au défi du e-commerce », en accès libre](#), confirme la forte implantation de ce secteur à Gonesse et ses environs :

UN PARC PROCHE DES AÉROPORTS ET DES PRINCIPAUX NŒUDS ROUTIERS

Vecteurs de localisation de 1er ordre, les aéroports et principaux nœuds routiers (dont l'A1 et l'A6) polarisent l'essentiel des surfaces construites (...) Ce contexte rend stratégique le maintien des sites existants en 1ère couronne (...)

Visuel 1 : Localisation des messageries en Île-de-France au 2ème trimestre 2021

Source : CBRE, 2T 2021



D'importantes polarités au Nord et au Sud de l'Île-de-France

(...) Les messageries se concentrent dans le Nord (46%) et le Sud (24%) de l'Île-de-France, au Nord principalement dans les départements de Seine-Saint-Denis (principalement à Aulnay-sous-Bois) et du Val-d'Oise (Gonesse, Roissy-en-

France ou Vémars). Dans le Sud, en Essonne, nous retrouvons également une part importante de messageries, dans les communes de Chilly-Mazarin, Wissous et Lieusaint.

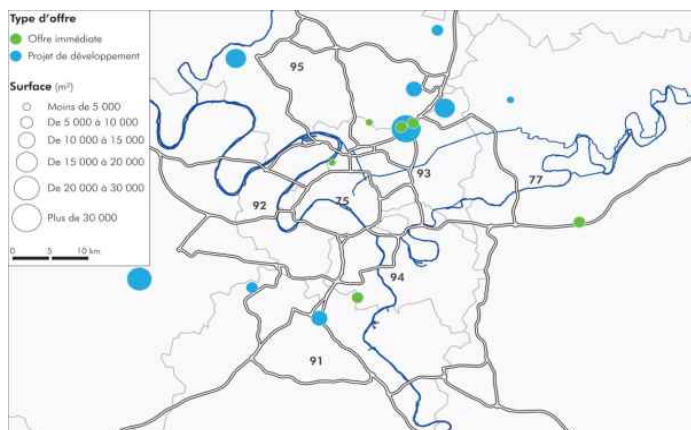
La distance à Paris étant crucial, 20% des localisations se situent intra-A86. Du fait de la proximité des nœuds autoroutiers desservant le territoire national, 69% des messageries se trouvent entre l'A86 et la N104 et enfin 12% au-delà de la Francilienne.

Enfin, en termes de taille, 48% des messageries sont comprises entre 10000 et 30000m², 27% entre 5000 et 10000 m² et 20% > 30000m². (...)

Le potentiel de développement de ce marché est important mais il reste bridé par la disponibilité foncière, les messageries étant très consommatrices de terrain (bâtiments+aires de manœuvre).

Visuel 7 : Offre immédiate et future de messageries

JUILLET 2021 CBRE Research



Les Marchés des Terres annoncés fin août 2021 à Notre-Dame-des-Landes

L'article « [Blocage, désarmement... À la Zad, deux jours de réflexion sur les luttes](#) » de Laury-Anne Cholez publié le 01.09.2021 par Reporterre fait le point sur la première saison des « soulèvements de la terre » et annonce le programme de la deuxième saison :

« La deuxième saison des « soulèvements de la terre » commencera d'ailleurs à Niort (Deux-Sèvres), lors du congrès du syndicat majoritaire, la FNSEA (...), du 21 au 23 septembre. Les collectifs qui s'opposent aux bassines – [des réserves d'eau artificielles](#) construites pour les besoins de l'agriculture industrielle – entendent bloquer le début des travaux et remettre [la question de la répartition de l'eau](#) au cœur de l'actualité. D'autres événements sont déjà prévus : une marche reliant les différentes luttes en Île-de-France les 9 et 10 octobre, une action contre Monsanto à Lyon en février... »

Les terres agricoles de Gonesse, exemple des limites de la communication du Président E. Macron sur la biodiversité

L'enquête « [Biodiversité : le quinquennat perdu d'Emmanuel Macron](#) » de Gaspard d'Allens publiée le 03.09.2021 par Reporterre explique qu'« Emmanuel Macron a fait de la préservation de la biodiversité un enjeu de communication sans s'attaquer aux causes du ravage. Méga-entrepôts, glyphosate, agro-industrie, nouvelles routes... Tour d'horizon des mesures biocides prises par le gouvernement. »

Sur la biodiversité comme sur le climat, la politique gouvernementale consiste en des « effets d'annonce et de beaux discours tout en refusant de s'attaquer aux causes structurelles qui ravagent le vivant. Tout au long de son mandat, [l'exécutif a également diminué le nombre de fonctionnaires engagés sur la biodiversité](#) et [détricoté le droit de l'environnement](#) censé protéger les espèces en danger.»

Et quand il s'agit de donner des exemples concrets du double discours macronien, le sort du Triangle de Gonesse n'est pas oublié :

« Si des décisions positives ont été prises, notamment avec la création en 2020 d'une agence dédiée, [l'Office français de la biodiversité](#) (OFB), ou encore [l'abandon en 2018 de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes](#) ou [la fin du centre commercial Europacity en 2019](#), ces annonces ne sauraient masquer selon Arnaud Schwartz [ndlr : le président de [France Nature Environnement](#)] « nombre de décisions néfastes plus insidieuses » et des « incohérences ».

Pour ne prendre que les exemples cités précédemment, des missions importantes ont été confiées à l'OFB... sans les moyens humains ni le budget adéquat pour les réaliser, estiment les syndicalistes de la fonction publique. Après deux ans à peine d'existence, les effectifs de l'agence ont été réduits de vingt salariés. Pour Europacity, le projet a certes été abandonné, mais [les terres agricoles du triangle de Gonesse risquent quand même d'être bétonnées.](#) »

2021 : 10^{ème} anniversaire de la lutte pour sauver les terres du Triangle de Gonesse !

En attendant de pouvoir fêter dignement cet anniversaire, le CPTG vous rappelle qu'il a besoin aussi de votre soutien moral et financier par votre adhésion ou ré-adhésion et/ou don. Alors, merci de penser à [ADHÉRER, RÉ-ADHÉRER, FAIRE UN DON...](#)

Contacts

CPTG :	Bernard LOUP	06 76 90 11 62
	ouiauxterresdegonesse@gmail.com	ouiauxterresdegonesse.fr
CARMA :	Alice LEROY	06 03 95 31 43
	groupeementcarma@gmail.com	carmapaysdefrance.com



Cultiver plutôt que bétonner le
Grand Paris
Sur le triangle de Gonesse, à la place du...
YOUTUBE.COM

Projet CARMA

Pour les journalistes, notre site met à disposition des chiffres, vidéos, des dossiers thématiques et des photos libres de droit et réutilisables. Vous trouverez aussi l'historique des communiqués de presse.

Consultez nos Communiqués de Presse

[FAIRE UN DON](#)

[SIGNER LE SERMENT](#)

Retrouvez-nous sur internet
et faites-nous connaître dans vos réseaux

